

COMPRENDRE UN ARRET DE LA COUR DE CASSATION

Par Jean-François Weber, président de la troisième chambre civile de la Cour de cassation de 2001 à 2010.

Les différents types de contrôle

- **Normatif**

- Le contrôle normatif, ou contrôle de fond, présente quatre niveaux :
 - **L'absence de contrôle** lorsque le juge dispose d'un **pouvoir discrétionnaire**
 - Dans un arrêt de rejet : "a relevé", "a retenu", "a décidé"
 - **Le contrôle restreint** à l'existence d'une motivation, compte tenu du **pouvoir souverain des juges du fond**
 - Dans un arrêt de rejet : "a souverainement relevé...", "a souverainement retenu....", "a souverainement décidé....".
 - **le contrôle léger** : c'est un **contrôle de légalité** qui intervient lorsque **la cour d'appel a tiré une conséquence juridique de ses constatations de fait** qui était possible mais qui aurait pu être différente sans pour autant encourir la critique
 - Dans un arrêt de rejet : a pu retenir... a pu en déduire... a pu décider que...
 - **le contrôle lourd** : il intervient lorsque **la cour d'appel ne pouvait, à partir de ses constatations de fait, qu'aboutir à la solution retenue**, sous peine de voir son arrêt cassé pour violation de la loi
 - Dans un arrêt de rejet : a exactement retenu... en a exactement déduit... ou a retenu à bon droit... en a déduit à bon droit... a décidé à bon droit...
 - Dans un arrêt de cassation : "qu'en statuant ainsi..." "la cour d'appel a violé le texte susvisé"

- **De motivation : le manque de base légale**

- il est fait reproche aux juges du fond de n'avoir **pas caractérisé tous les éléments** permettant à la Cour de cassation d'exercer son contrôle normatif.
- la décision est peut-être excellente mais **la motivation est insuffisante**, en ce qu'elle **fait l'impasse sur des faits qui sont indispensables** à l'application de la règle de droit.
 - Dans un arrêt de cassation : "qu'en se déterminant ainsi..." "la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision".

- **Disciplinaire**

- Les moyens disciplinaires sont ceux qui n'ont d'autre but que de faire censurer la décision attaquée pour **un vice de motivation**
- La Cour de cassation ne censure pas les juges du fond pour avoir mal jugé en leur dispositif, mais elle censure la décision pour sa **méconnaissance des formes ou de la méthodologie légales**.
- La **différence essentielle** entre le manque de base légale, qui sanctionne une insuffisance de motivation touchant au fond du droit et le "défaut de motifs", qui sanctionne une absence de motivation = **le défaut de motifs est un vice de forme de l'arrêt, alors que le manque de base légale est un vice de fond**.

Comment sont construits les arrêts de la Cour de cassation ?

Structure d'un arrêt de rejet

- **L'exposé des faits** ne contient que **les éléments résultant de l'arrêt attaqué et, éventuellement, du jugement, s'il est confirmé**. C'est la raison pour laquelle l'exposé des faits est introduit par l'expression : *"Attendu, selon l'arrêt attaqué..."*, pour bien marquer que cette analyse des faits n'est pas celle de la Cour de cassation, dont ce n'est pas la mission, mais celle des juges du fond.
- **L'indication du chef de dispositif attaqué par le moyen** : il n'est pas nécessairement intégralement reproduit et est souvent simplement mentionné par une formulation du genre : *"M. X... fait grief à l'arrêt de le débouter de sa demande (ou d'accueillir la demande de M. Y...)"*
- **L'introduction du moyen** par la formule : *"alors, selon le moyen, que..."*.
- **La réponse au rejet de la Cour de cassation** s'exprime, en principe, par une seule phrase et est introduite par *"Mais attendu..."*, dès lors que l'argumentation du moyen est réfutée grâce aux motifs pertinents repris de la décision attaquée.

Mention doit être faite **des décisions de non-admission des pourvois**, qui représentent actuellement environ 30 % du volume des affaires civiles. Les décisions de non-admission, qui ne sont pas véritablement des "arrêts" puisqu'elles ne comportent **aucune réponse de la Cour si ce n'est le visa de l'article 1014 du code de procédure civile**, ont les effets d'un arrêt de rejet, mais sans aucune portée normative.

Structure d'un arrêt de cassation

- **Le visa** "de la règle de droit sur laquelle la cassation est fondée" (article 1020 CPC), ce qui s'exprime par un visa du ou des **textes en cause, ou, le cas échéant, d'un principe général du droit reconnu par la Cour**.
- **Le "chapeau"** : c'est la règle de droit correspondant au visa, c'est, en principe, **la reproduction du texte** visé. Lorsque le texte est long et complexe, la Cour en fait parfois **la synthèse**, matérialisée par une formule du genre : *"Attendu qu'il résulte de ce texte que"* ou *"Attendu selon ces textes..."*. Il arrive parfois que **l'interprétation de la règle** se trouve dans le chapeau, notamment lorsque le chapeau, étant introduit par une formule du genre *"Attendu qu'il résulte de ces textes..."*, ne se contente pas de formuler une synthèse neutre des textes mentionnés au visa, mais **précise l'interprétation que donne la Cour de cassation de ces textes**.
- **L'exposé objectif des seuls faits constants qui sont nécessaires à la compréhension** de l'arrêt se situe soit après le chapeau, soit en tête de l'arrêt, lorsqu'il y a plusieurs moyens auxquels il convient de répondre.
- **le grief fait à la décision attaquée** : *"Attendu que, pour accueillir (ou pour rejeter) la demande, l'arrêt retient..."* ; suivent les motifs erronés qui fondent la décision et qui, parce qu'ils ne sont pas pertinents, vont conduire à la cassation.
- **Le "conclusif"**, qui boucle le raisonnement en retenant : *"qu'en statuant ainsi, la cour d'appel a violé le texte susvisé"*, ou *"qu'en se déterminant ainsi, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision"* lorsque la cassation intervient pour manque de base légale. Afin de **faciliter la compréhension de son arrêt**, la Cour complète fréquemment le conclusif d'un élément d'explication qui se traduit, pour **les cassations pour violation de la loi**, par la formule *"qu'en statuant ainsi alors que..."* et, pour **les manque de base légale**, en indiquant la nature du vice de motivation retenu, tel que *"sans rechercher... sans caractériser..."*.